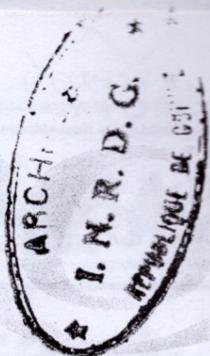


La qualité révolutionnaire de notre régime exige que le peuple, ses intérêts, ses aspirations, et ses droits participent ensemble de nos activités.

A. Sékou Touré

Redaction - Administration  
Publicité  
Adresse Télégraphique : Agutpres  
B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY

**TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE**  
**ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE**  
EDITE PAR LA REGIE NATIONALE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE



**SOMMAIRE**

Pages 2 et 3  
Le rapport d'activités présenté au nom du BPN par le secrétaire général  
Page 4  
La semaine artistique  
M. Jomo Kenyatta lance un appel aux congolais

## A LA BOURSE DU TRAVAIL

# Le CONSEIL NATIONAL de la REVOLUTION POURSUIT SES TRAVAUX

### Editorial

## NE PAS SE PAYER DE MOTS

La 2ème session annuelle du Conseil National de la Révolution poursuit ses travaux avec l'intervention des délégués. Quinze de nos fédérations se sont expliquées depuis mardi, six autres ont suivi hier et les autres prennent la parole aujourd'hui.

Une première constatation : Nos fédérations ne veulent plus se payer de mots, c'est la preuve que la révolution est dévoreuse d'illusions. Tous les problèmes sont justement et

par Fodé BERETE

clairement posés. Chacune des délégations a fait la part des choses : la mobilisation indispensable du peuple, la vigilance du peuple, les moyens à mettre à la disposition de notre peuple pour réaliser les projets régionaux, partant nationaux.

Ainsi s'affermir la révolution qui se doit de briser toute résistance, de quelque nature que ce soit.

Le contenu des interventions est aussi la preuve qu'avec approbation, avec complicité même les militants ont accueilli le mot d'ordre : **M y s t i q u e** du travail.

C'est la voie du salut si l'on veut combler le vide économique laissé par l'ordre ancien, par la destruction de l'ancienne société. Il y va de l'intérêt de l'économie nationale.

Les délégués l'ont souligné, des difficultés multiples se dressent sur notre chemin. Si le CNR de Gueckédou a prouvé que la direction nationale du Parti sait assumer son rôle dirigeant en élaborant une vue globale de la situation, en définissant un cadre général, il revient à chaque région, à chaque fédération de lier la situation générale à la situation locale, en vue d'unir les efforts, de répondre à cette nécessité absolue, l'unité d'action ; c'est choisir aussi les points où l'effort collectif doit s'appliquer de manière urgente.

Il revient aussi à chaque militant responsable d'œuvrer effectivement dans ce sens. A Kankan, le Secrétaire général du P.D.G. l'avait longuement souligné, la force du Parti, la mobilisation effective dépend de la manière dont le militant se lie à la masse. Cette liaison est donc la condition essentielle dont dépend la réalisation de nos objectifs, des objectifs fixés par les différentes conférences.

Est-il besoin de le répéter, le comportement du responsable est la pierre de touche pour la participation réelle des masses à la réalisation de nos objectifs.

Toutes les assises qui ont précédé ce CNR ont réaffirmé cette nécessité : s'appuyer sur les masses paysannes. Le secrétaire général du Parti n'a cessé de le répéter, si nous nous sommes battus hier pour la souveraineté nationale, il nous faut à présent nous battre pour l'indépendance économique contenue indispensable de la liberté politique.

Faut-il citer des exemples ? oui, ceux de nombreux villages qui ont eu récemment à accueillir le chef de l'Etat. Il y a quelques années d'aucunes de ces agglomérations, sinon toutes, n'offraient à la vue que quelques cases délabrées et insalubres, quelques chaumières que le moindre incendie réduisait à néant. Certains de ces villages connaissent aujourd'hui un effort extraordinaire de modernisation.

Banco, par exemple que nous avons eu à citer et qui est en pleine transformation : une maison à étage, plusieurs bâtiments en dur, un important et magnifique bureau de poste construit sans subside de l'Etat.

(Suite page 2)

La journée du mercredi 16 septembre a été consacrée à l'audition des rapports des fédérations de Kérouané, Kindia, Kissidougou, Tougué, Mali et Pita.

Les interventions furent brèves et précises : situation politique, normes de production assignées à chaque fédération, construction d'écoles et de fermes régionales, lutte contre les faux chômeurs et les traquants.

Selon la position géographique des fédérations et surtout selon les possibilités d'exploitation du sol ou du sous-sol, les délégués ont souligné la nécessité de créer auprès des populations les conditions favorables pour une meilleure participation des militants aux travaux des champs ou des mines.

Si à Kérouané la production de diamant de cette année retient l'attention, « il reste cependant que ces résultats sont obtenus par des moyens rudimentaires et archaïques et les moyens de transport sont rares. »

Tout en faisant état des plans régionaux, chacune dans sa spécialité de productions, les fédérations ont dégagé de larges perspectives à notre économie : le chemin qui reste à parcourir, un chemin de décollage.

Les délégués ont également

reconnu l'urgence de réorganiser les coopératives agricoles ou artisanales, la lutte contre l'exode rural, le trafic frontalier et les pratiques malhonnêtes.

Il revenait à Mme Jeanne Martin, secrétaire générale de la Pan-africaine des Femmes, de clore les interventions en apportant aux présentes assises les saluts et remerciements fraternels des femmes de Guinée et d'Afrique.

« Nul n'ignore en Guinée, a-t-elle déclaré, le rôle joué par le Parti Démocratique de Guinée dans la lutte pour l'émancipation totale et harmonieuse de la femme dans la société guinéenne. »

## Discours du Secrétaire général du P.D.G.

Dans la Fonction Publique également, une reconversion semblable est à opérer. Lorsque l'on songe que notre effectif en fonctionnaires est supérieur à celui de bien de pays d'Europe, l'on est en droit de se demander si nous avons une conscience exacte de la gravité d'un tel état de



chose. Il s'est établi dans certains départements ou services un fractionnement abusif des tâches les plus simples et les plus courantes et une dispersion d'efforts qui n'ont d'autre résultat que de doubler, voire de tripler inutilement le nombre du personnel à employer. C'est ainsi que dans un même Secrétariat on trouvera un commis préposé à l'enregistrement du courrier à l'arrivée, un autre préposé à l'enregistrement du courrier au départ, un autre encore chargé des télégrammes, etc...

Il faut que dans ce domaine nous parvenions à obtenir une promotion qualitative de nos agents pour un rendement collectif accru par une meilleure formation, une discipline sans faiblesse et une éducation profes-

sionnelle poussée. Nous n'avons pas le droit de dilapider nos maigres ressources budgétaires dans une fonctionnarisation outrancière préjudiciable au développement social de la nation. Pour poursuivre nos efforts dans ce sens, nous devons, dans les prochaines années, réduire de près d'un cinquième nos dépenses de fonctionnement, ce qui implique une réorganisation des services, une utilisation plus judicieuse des compétences et une véritable promotion professionnelle.

En réalité, la scolarisation de masse a pour objectif d'assurer la qualification de notre jeunesse par l'accroissement de ses capacités, afin d'élever son coefficient d'utilité et d'efficacité. Or, force nous est de constater que ce but a été manqué par la plupart de nos jeunes. Car ils sont nombreux ceux qui, après une scolarisation primaire normale, sont



partis avec leur maigre bagage intellectuel, à la recherche d'un emploi hypothétique.

Une telle attitude atteste tout de suite un recul de l'homme par

rapport à ce qu'il devrait être car, en réalité, le savoir n'est rien s'il ne devient pas l'auxiliaire du savoir-faire, en permettant à l'homme de satisfaire ses besoins humains et sociaux, individuels et collectifs. Les conséquences de l'enseignement ont été telles, dans le cas présent, que ceux qui étaient appelés à être plus utiles à eux-mêmes et à la société sont devenus, en fait, des oisifs, quand ceux que nous considérons comme défavorisés se sont trouvés, eux, en parfaite liaison organique avec leur société. C'est qu'alors nous nous étions trompés. Au lieu d'apporter le bonheur à l'homme nous avons artificiellement multiplié ses besoins et faus-

(Suite page 2)

## Mouvement de personnalités

Hier après-midi, une délégation malienne comprenant MM. Idrissa Diara, secrétaire politique de l'Union Soudanaise R.D.A. et Gologo Mamadou, secrétaire d'Etat à l'Information est arrivée dans notre capitale par le régulier de la Compagnie nationale « Air-Guinée ». Elle a été accueillie à l'aéroport international de Gbessia par MM. El Hadj Saïfoulaye Diallo, ministre d'Etat chargé du Plan, et des Finances. Camara Damantang, directeur général des services de l'Intérieur et Diallo Alpha Amadou, secrétaire d'Etat à l'Information et au Tourisme.

# La Guinée... l'Afrique... le monde...

## Discours du Secrétaire général du P. D. G.

(Suite de la page 2)

rons une liaison organique harmonieuse au sein de notre société, même les défaillances humaines seront facilement contournées et corrigées grâce aux réalités de la vie qui s'imposent à l'intelligence de chacun de nous. **L'école liée à la vie**, c'est, dans sa forme d'abord, une adaptation parfaite de la structure de l'en-



seignement, une adéquation entre ses composantes matérielles, sa conformité avec les conditions de vie et les possibilités réelles de notre pays. Ainsi, nous éviterons l'erreur qui consiste à croire que la création d'établissements scolaires exige de réunir, au préalable, les conditions les plus modernes. Autrement, il nous faudrait renoncer à dispenser l'enseignement à l'ensemble de la jeunesse guinéenne.

Comment se présente ce problème dans les pays hautement développés; ceux-ci peuvent se permettre d'édifier des établissements scolaires comportant les derniers perfectionnements de la technique fonctionnelle et du confort, sans risque de porter préjudice au développement de la scolarisation. Pour nous, il en va tout autrement. Les exigences d'une démocratisation de l'enseignement s'imposent à nous et, par conséquent, nous devons envisager une meilleure utilisation des ressources affectées à l'infrastructure matérielle scolaire. Aussi nos ambitions, dans l'installation de cette infrastructure scolaire, doivent-elles s'harmoniser avec les possibilités économiques réelles de la nation. Quant à la structure organique, elle concerne l'agencement des cycles, leur interdépendance et leur fonctionnement. Ce sujet, abordé à Kankan, a trouvé, dans les lignes directrices de la réforme, une solution conforme à nos moyens. Les 3 cycles ont été organisés en conséquence à partir des données concrètes du pays, aménageant d'une part, un enseignement de masse, d'autre part, un enseignement pour la formation d'une élite technique scientifique. Mais **«lier l'école à la vie»** n'implique pas seulement l'adoption d'une structure organique et matérielle rationnelle dans la mesure où cet aspect du problème revêt un caractère formel. Le souci de **«lier l'école à la vie»** suppose une exigence fondamentale et requiert une

action autrement plus sérieuse qui doit être mûrement réfléchie et pensée, et parfaitement comprise et scrupuleusement respectée par tous.

Si aujourd'hui, une liaison parfaite existe entre l'École Guinéenne et la vie en Guinée, dans la mesure où le peuple se transforme chaque jour et arrive à transformer qualitativement ses ressources, cette réalité nous fait obligation d'adapter rigoureusement l'école à cette transformation continue.

L'école n'est pas la fin par rapport à quoi notre peuple doit se déterminer pour son bien-être, son évolution pacifique, heureuse et démocratique. L'école est un moyen et en tant que tel, doit s'adapter aux exigences de notre peuple. Nous cernons là le fond du problème. En résumant une pensée que nous avons maintes fois exprimée, nous affirmons **«qu'il n'y a pas de peuple sans culture»**, la culture étant entendue comme l'ensemble des manifestations de la vie d'un groupe humain donné, dans le cadre d'une discipline qu'il s'est imposée. Elle exprime l'ensemble des principes et méthodes de com-



portement au sein de la société, à l'égard de la nature, à l'égard des phénomènes de la vie, à l'égard des diverses couches du peuple et à l'égard des autres peuples. Nous avons ainsi affirmé que le peuple guinéen comme tout autre peuple du monde dispose d'une culture. Cette culture peut être de nature populaire ou non. Dans le premier cas elle va essentiellement de la base au sommet et non du sommet à la base comme dans le second cas. Cela ne veut pas dire pour autant que les ressources du génie individuel ne peuvent être partagées par le plus grand nombre. Au contraire, puisque le génie n'éclôt que sur des bases sociales dans lesquelles il puise sa source. Toute vie sociale organisée se reflète dans la valeur des principes propres à un groupe humain considéré, et cela en tout lieu, parce que la nature de l'homme est d'universalité. Même s'il a conscience d'appartenir à une communauté donnée, l'homme conserve, quoi qu'il arrive, des perspectives élargies qui l'identifient de tous les autres hommes de la terre, en tant que représentant de l'espèce. C'est à partir de cette évidence que l'on doit comprendre le mouvement de la Culture à la fois sur le plan vertical et sur le

plan horizontal. Autrement dit, son épanouissement obéit à une expansion verticale qualitative au niveau de chacune des sociétés et à une expansion horizontale cumulative qui résulte des interférences dues à la solidarité entre tous les peuples et tous les hommes, aux liens d'interdépendance tissés par les contacts de la civilisation et à la liaison intime qui unit les idées, les principes et l'objet de culture. Notre conception de la culture guinéenne, de la culture de notre pays rejoint ainsi nécessairement les réalités culturelles du reste du monde. Mais parce que la Culture obéit avant tout aux nécessités vitales du peuple que sollicite la satisfaction de ces besoins, ce sont les exigences de la vie qui sont à la base du progrès culturel. On ne crée souvent que ce dont on a besoin. Par conséquent, le niveau de développement culturel d'un peuple atteste son niveau de développement historique, politique, économique et social. Plus les sociétés humaines progresseront harmonieusement dans ces divers domaines, plus elles s'enrichiront mutuellement sur le plan culturel et plus la culture universelle s'en trouvera élargie. Voilà où nous conduit toute analyse objective des phénomènes culturels dans leur liaison avec la vie.

### LANGUE, PENSÉE ET CULTURE

La libération politique de nos peuples doit obligatoirement déboucher sur l'émancipation de l'homme et de la femme d'Afrique. Cette transformation qualitative et totale de nos réalités politiques, économiques, sociales et morales n'implique-t-elle pas la décolonisation des mentalités, une nécessaire désoccidentalisation de nos pratiques culturelles et une révalorisation systématique de nos acquis culturels. L'Europe ne doit pas dominer, voire guider notre évolution culturelle, car elle ne pourra jamais le faire en fonction de notre indépendance mentale.

Nous avons adopté le français comme langue véhiculaire et non comme langue de culture. Ce point doit être bien compris et apprécié.

Dans la première phase de notre indépendance, harcelés par les nombreux problèmes vitaux que nous imposaient le maintien de cette indépendance et sa consolidation, nous n'avons pas pu jeter les bases du développement de nos langues nationales qui sont naturellement nos langues de culture.

Cette première phase est révolue.

La transcription de nos langues nationales que nous avons décidée et entreprise dans une vaste campagne d'alphabétisation constitue un moment décisif dans le processus du développement continu de notre culture. Quelles doivent être les conséquences de cette mesure ?

1<sup>o</sup>) La transcription de nos langues nous permet d'abord de déclencher une énergique campagne de lutte contre l'analpha-

bétisme; et nous sommes convaincus que chaque comité de base, chaque section, chaque fédération, le Haut-Commissariat à la Jeunesse, le Conseil national de la Jeunesse de la Révolution Africaine, fera, chacun en ce qui le concerne, tout ce qui doit être fait pour que d'ici deux ans au plus tard, il n'y ait plus en République de Guinée un seul citoyen guinéen âgé de plus de dix ans et de moins de 50 ans qui ne sache lire et écrire une langue nationale.

Cette gigantesque bataille contre l'obscurantisme doit être fa-



rouchement menée et nécessairement gagnée.

2<sup>o</sup>) Mais l'intérêt de la transcription de nos langues nationales ne s'arrête pas à la seule possibilité d'alphabétiser le peuple.

Elle va bien plus loin. Une langue correspond toujours et nécessairement à des postulats et à une forme de vie sociale qui imposent par une certaine structure mentale à ceux qui la pratiquent.

Une langue est ainsi à la fois objet et sujet tout comme le peuple à l'égard de son histoire.

En tant qu'expression intellectuelle du peuple la langue évolue avec la pensée et les nécessités vitales des hommes.

Une langue n'est donc pas un simple véhicule mécanique de la pensée, elle agit sur cette pensée et l'infléchit. Elle intervient puissamment dans notre formation en tant qu'homme conscient.

Or la pensée, pour se fortifier, doit pouvoir être fixée par l'écriture dans le processus de son élaboration. Incontestablement l'absence d'une écriture généralisée en Afrique est largement responsable de la perte des richesses que nos ancêtres ont créées au long des siècles dans le domaine de la science, de la philosophie, de l'art, de la littérature, etc...

Il importe aujourd'hui de mettre un terme à cette déperdition.

La transcription de nos langues nationales nous en offre le moyen efficace. Elle fait de nos langues des langues écrites.

A partir de maintenant, la rédaction de nos lettres, de nos journaux, romans, contes, œuvres théâtrales, philosophiques, scientifiques et les ouvrages de vulgarisation technique dans tous les domaines: agriculture, élevage, artisanat, industrie, etc... doit être entreprise dans nos langues. De ce fait, non seulement nous enrichissons notre patrimoine cul-

turel, scientifique et technique, non seulement nous accélérerons notre développement économique, mais encore nous apporterons à la civilisation universelle notre part d'originale contribution.

Cette contribution, nous l'apportons déjà très partiellement par l'intermédiaire de certaines œuvres d'écrivains et de penseurs africains utilisant des langues non africaines. L'engouement suscité par les qualités de ces œuvres tient au fait que celles-ci apportent aux langues étrangères d'emprunt un génie et un souffle africains qui les revivifient. Mais les efforts de ces écrivains, quelque honorables soient-ils ne peuvent exprimer dans les langues non africaines toutes les richesses, toutes les nuances de la pensée et du style de nos langues nationales. C'est là une raison de plus pour restituer à nos vertus culturelles toute leur authenticité.

Nous savons par ailleurs que le pullulement des langues africaines dont se plaignent à parler certains pseudo-scientifiques impérialistes tient au fait que ces langues n'étant pas écrites et travaillées, le lien intime qui existe entre elles leur échappent.

Les langues africaines se classent par groupes ayant de solides affinités; cette unité a son rôle à jouer dans la nécessaire Unité Africaine et suppose qu'elles soient transcrites et étudiées.

Vous voyez d'ici l'importance de l'enjeu. Et c'est pourquoi nous nous devons de fustiger une carence que nous avons observée.

Les camarades déjà lettrés en français pensent qu'il est superflu qu'ils apprennent à écrire et à lire dans leur langue nationale, avec le mode de transcription adopté.



Est-il utile de leur rappeler que nombreux sont les pays africains où les lettrés, dans une langue européenne, lisent et écrivent cependant couramment et effectivement leur langue nationale ?

Ces camarades doivent, au plus tôt, se mettre au travail pour être à même, en quelques semaines, de lire et écrire leur langue. C'est un exercice qui ne manquera pas d'avoir l'intérêt supplémentaire de leur faire mieux connaître cette langue dont ils croient dominer toutes les subtilités.

(A suivre)

Ces quelques photos sont celles des porte-parole de certaines fédérations.

# La vie dans la Nation

## Discours du Secrétaire général du P.D.G.

(Suite de la première page)

sé son jugement. Sans doute, avons-nous donné l'instruction à une grande partie de notre jeunesse, seulement nous avons négligé de l'éduquer.

Il apparaît ainsi plus que jamais nécessaire de faire comprendre aux militants et aux parents d'élèves que la scolarisation, loin d'être une garantie donnant droit à une situation admi-

nistrative, a pour but en réalité d'une part, de dégager les futurs techniques et administratifs de demain, d'autre part de faire bénéficier la grande masse de notre jeunesse d'une éducation et une formation générale de base grâce auxquelles son action dans le développement économique deviendra plus féconde que celle de ses aînés n'ayant pas été à l'école.

L'enseignement du 1er cycle,

d'une durée de 5 ans a ainsi pour rôle, de former entre 7 et 12 ans, cette pépinière de jeunes destinés aux chantiers de production de demain. Le rôle important qui nous est donc dévolu est de faire en sorte que cette jeunesse, issue du premier cycle qui ne l'aura pas déraciné, ne pourrison plus de velléité à désertir le terroir mais que, plutôt, consciente des moyens nouveaux dont elle dispose, elle trouve plaisir à y demeurer pour travailler à sa trans-

4.000 à 4.500 passeront en 7<sup>e</sup> année

5.500 à 6.000 passeront en 6<sup>e</sup> année

3.500 à 4.000 redoubleront la 5<sup>e</sup> année, et 14.000 à 15.000 jeunes gens resteront dans leurs villages après avoir reçu une éducation et une formation générale s'étendant sur 5 à 7 années. Il s'agit là, en fait, d'éliminer sachant correctement lire, écrire, calculer et nantis d'un élémentaire bagage en sciences, en agriculture et élevage notamment, en un mot, d'éléments suffisamment formés pour donner à notre économie rurale, s'ils sont convenablement préparés à cette tâche, le coup de fouet nécessaire à son développement rationnel.

Il résulte que la Fonction Publique, sursaturée, ne recrutera plus que dans la stricte limite de ses besoins; par contre, notre pays dispose encore d'immenses étendues vierges et la terre demeure une importante richesse prête à porter des fruits.

Un paysan avisé ne cultiverait avec sa famille que la seule tomate, peut ainsi se ménager un revenu annuel 40 fois supérieur à celui du manoeuvre des villes, même spécialisé; si le paysan de la période coloniale a toujours connu et vécu dans la misère,



c'est parce que les moyens mécaniques de cultures, les possibilités d'établissement de grandes exploitations et l'éducation lui étaient délibérément refusés par un régime qui avait intérêt à le maintenir dans un état d'indigence, donc de sujétion permanente. La nouvelle orientation va modifier fondamentalement ces données au point que désormais c'est le fonctionnaire qui enviera le sort du paysan.

Lorsque nous aurons opéré cette reconversion indispensable de notre économie et des mentalités de nos jeunes, alors nous pourrions crier victoire, car, nous aurons définitivement vaincu le vestige le plus vivace du colonialisme. L'éducation que dispense l'école guinéenne nouvelle a vocation d'y réussir.

Certes, le dernier Congrès des Enseignants tenu à Kankan en février dernier et la prise de conscience qui s'est manifestée à la suite des travaux sur la réforme de l'enseignement ont constitué un tournant décisif qui a placé ce secteur important d'activité de la nation dans la voie du succès. A l'actif du Syndicat des Enseignants,

nous devons relever le sérieux avec lequel il s'est attaché au travail d'éducation, d'orientation et de contrôle effectif du comportement des enseignants face à la réforme. De son côté, le Ministère de l'Éducation nationale a multiplié les rencontres entre les responsables du département, prodigué de nombreuses directives et d'utiles conseils et a suivi avec plus d'attention que par le passé le travail effectué par nos camarades enseignants.

C'est grâce à des efforts conscients et conséquents que la nécessité de la réforme s'est imposée tant aux enseignants qu'à la grande majorité de nos élèves et étudiants et que les rapports entre l'ensemble des enseignants et leur syndicat se sont établis de manière directe et fraternelle. De même il s'est créé entre le Ministère et le syndicat des enseignants une égale conscience de leurs responsabilités qui s'exprime à travers une étroite et fructueuse collaboration.

Ainsi, une notable amélioration des conditions psychologiques, politiques et morales nous autorise-t-elle à escompter, dans l'avenir, un meilleur rendement qualitatif dans l'Enseignement, à condition, bien entendu, que nous élargissions constamment les perspectives de la réforme afin de la lier de plus en plus étroitement aux réalités de notre peuple, en permanente évolution.

En fait, la réforme de l'enseignement repose essentiellement sur notre volonté de lier **concrètement l'école à la vie**. Cette formule ne recouvre pas un slogan vide de sens: pour nous, elle traduit simplement notre honnêteté vis-à-vis de notre peuple et exprime nos préoccupations à l'égard de notre jeunesse, car lier l'école à la vie, c'est assurer, à partir de nos conditions réelles et en fonction de l'ensemble de nos moyens et de nos possibilités, un développement dynamique de la Nation, dans l'harmonie et l'équi-



libre de notre Société. S'il est un maître qui s'impose à l'homme et aux Sociétés, c'est bien la vie elle-même.

C'est en partant de cette évidence et avec le souci majeur d'édifier l'avenir en fonction du présent que notre volonté de lier l'école à la vie prend tout son sens. C'est dire que si nous assu-

(Suite page 3)

## NE PAS SE PAYER DE MOTS

(Suite de la première page)

Là-bas, un militant nous a raconté ce qu'était Banco d'hier-village vétuste et Banco qu'il nous désigne d'un geste ample et fier qui n'avait plus besoin de commentaire. Il raconte par exemple que le village était en fête le jour où il fallut poser la première pierre du bureau de Poste. Et même les célébrations de mariage, de circoncision et autres ne sont plus celles d'antan!

Et pourquoi? lui avons-nous demandé! Tout simplement cette chose extraordinaire qui ne fait de nous qu'un, le Parti.

On comprend alors pourquoi cette transformation extraordinaire en si peu de temps. Les masses veulent que se fasse à la base sur l'exemple concret qu'auront donné les responsables, ces frères mêmes qui sont ici au CNR.

Parce que tout se tient il faut mener la bataille sur tous les fronts, s'il le faut, imposer les mœurs révolutionnaires, comme l'a suggéré quelques mots près, un délégué fédéral. Les faudalités bureaucratiques, il s'agit des fainéants et contre-révolutionnaires de toutes races, doivent à jamais disparaître. C'est notre devoir à tous, le devoir à nos frères militants responsables auxquels la masse a fait confiance et qui sont délégués au CNR et qui ont le devoir d'être, comme l'a dit le secrétaire général du P.D.G., au milieu, devant et derrière les masses.

Nous sommes partis, nous partons sur des bases saines. Nous partons vers un avenir radieux. Il faut donc s'arracher aux conceptions féodales, abandonner tout ce qui peut entrainer notre marche.

La clarification est affaire de responsable.

Le responsable qui paie de sa personne est positif, car comme le dit la sagesse populaire un bon exemple vaut mieux que mille conseils théoriques.

Tous les discours sont vains si l'essor économique n'est pas assuré a-t-il été souligné à juste titre par plusieurs délégués la Panafricaine des femmes, apportant le salut de l'organisme qu'elle dirige.

L'action du responsable est déterminante. Quel militant, en effet, peut prétendre exprimer les masses qu'il représente s'il n'est pas en constante liaison avec elle pour s'informer de leurs préoccupations?

Il ne suffit d'ailleurs pas de s'informer seulement des problèmes mais il faut aussi informer cette masse des éléments conditionnant la solution heureuse des problèmes posés et également des projets de solution pour que ces décisions une fois arrêtées deviennent les siennes.

Le responsable, à tout moment, doit, par son comportement, apparaître comme exemplaire.

La nouvelle phase de notre révolution continue d'être une consolidation politique, comme la précédente et aussi une phase de la construction effective, support économique de la politique sociale choisie.

Les exigences en détermination de cette politique économique sont celles-là mêmes qu'impose la politique sociale que nous nous sommes donnée. C'est dire que le militant ne cesse pas d'être un militant politique, bien au contraire son militantisme acquiert une nouvelle dimension. C'est le militant politique constructeur conscient et efficace de l'économie qu'exige le programme du Parti.

Tout militant engagé de façon sincère peut et doit acquiescer la technicité que réclame le rôle que le parti lui a confié dans la structure politico-administrative de la Nation. Toute défaillance dans ce domaine ne serait pas due à une incapacité congénitale, mais à une trahison plus ou moins consciente.

Les masses doivent trouver chez le militant responsable tous les « critères d'exemplarité ».

F. Ebré



formation qualitative, donc à sa prospérité.

Les deux concours qui ont eu lieu dans les classes de 5<sup>e</sup> année et 6<sup>e</sup> année avaient précisément pour but d'orienter une partie composée des meilleures élèves de ces deux classes vers le 2<sup>e</sup> cycle: l'autre partie, moins douée et arrivée en fin de cycle primaire devant être réinstallée dans les différentes collectivités, en vue d'assurer les conditions de son utilisation dans le secteur productif. Ce faisant, la classe de 6<sup>e</sup> année (l'ancien cours moyen 2<sup>e</sup> année) cessera définitivement, à partir d'octobre 1964, de faire partie de l'enseignement primaire et sera incorporée dans le 2<sup>e</sup> cycle. Le concours qui a eu lieu cette année vise à liquider définitivement la situation ancienne, mauvaise, par une sélection. Sur 13.000 candidats présentés par les classes de 6<sup>e</sup>, environ 4.000 pourront passer en 7<sup>e</sup> année; 2.000 choisis parmi les plus jeunes et les moins médiocres des récallés seront proposés au redoublement, bénéficiant ainsi d'une dernière chance. Les 7.000 élèves n'ayant pas satisfait aux épreuves de cette sélection seront remis à leur famille et les autorités politiques et administratives régionales auront le devoir de s'occuper de leur orientation vers la production.

De la sorte, la classe de 5<sup>e</sup> année devient définitivement la classe terminale du 1<sup>er</sup> cycle. Cela revient à dire que c'est en 5<sup>e</sup> année désormais que sera institué le concours devant permettre l'accès au 2<sup>e</sup> cycle. C'est dans le but de mettre tout de suite en application cette disposition qu'un concours a sanctionné, au niveau des classes de 5<sup>e</sup> année, le passage dans le 2<sup>e</sup> cycle.

Il résulte donc des deux concours qui viennent d'avoir lieu au niveau du 1<sup>er</sup> cycle de 5<sup>e</sup> en 6<sup>e</sup> et de 6<sup>e</sup> en 7<sup>e</sup> classes que sur un total de 28.000 candidats environ:

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITÉ

Organe  
Quotidien  
du  
Parti  
Démocratique  
de GuinéeCOMPTES CHEQUES POSTAUX 6975  
BANQUE REPUBLIQUE DE GUINÉE  
3-34-32

## Protestation des étudiants suisses auprès du gouvernement sud-africain

A la suite de l'arrestation d'étudiants sud-africains opposés à la politique d'apartheid, l'Union nationale des Etudiants de Suisse vient d'adresser au gouvernement de la République d'Afrique du Sud le message suivant :

« L'Union nationale des Etudiants de Suisse (UNES) observe avec inquiétude l'évolution de la situation dans la République d'Afrique du Sud. Cette évolution a pris ces temps derniers une tournure dramatique tant il apparaît que rien n'empêchera le gouvernement d'Afrique du Sud de poursuivre sa politique de

repression illégale et inhumaine contre ceux qui luttent pour l'abolition du régime honteux de l'apartheid. »

« L'UNES proteste vigoureusement contre l'arrestation systématique des dirigeants et anciens dirigeants de l'Union nationale des Etudiants d'Afrique du Sud. Elle s'élève contre la loi autorisant une détention préventive de quatre vingt dix jours, loi qui permet au soi-disant ministre de la justice d'étouffer les voix de ceux qui sont détenus en vertu de cette loi.

## M. Jomo Kenyatta lance un appel aux congolais

Dans une conférence de presse qu'il a tenue mardi à Nairobi, M. Jomo Kenyatta, premier ministre du Kenya et président de la commission de la réconciliation de l'O.U.A. pour le Congo-Léopoldville, a lancé un appel à « ses frères congolais pour qu'ils cessent leurs combats. »

Aux sujet des travaux de la commission, M. Jomo Kenyatta a déclaré : « C'est ma responsabilité de garantir que la commission travaillera harmonieusement et impartialement. Je crois également que le peuple africain peut résoudre ses problèmes à l'amiable. »

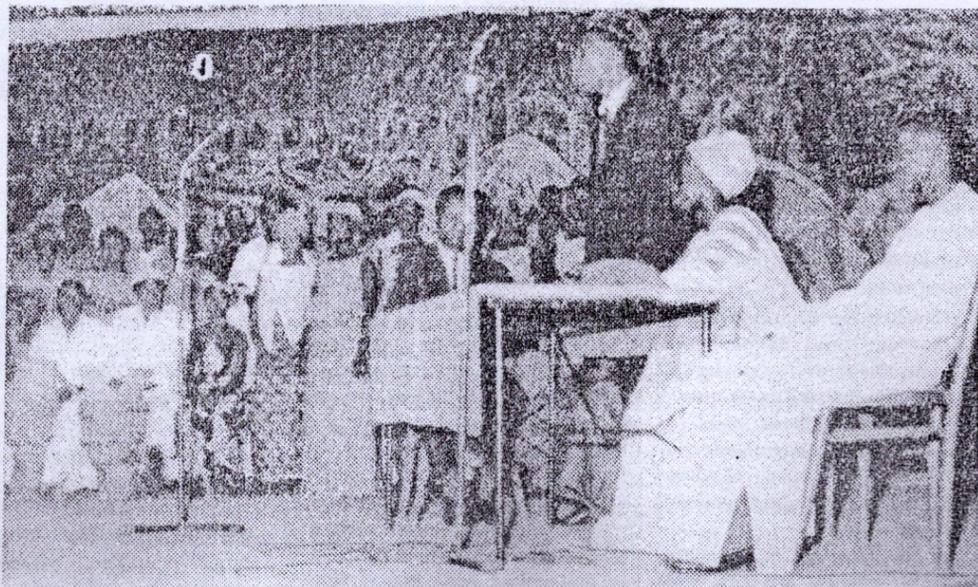
« L'atmosphère d'hostilité, de tension et de méfiance au Congo doit se dissiper » a ajouté M. Jomo Kenyatta. Il a dit qu'il

était persuadé que son appel serait reçu avec sympathie et aiderait ainsi à ramener la paix au Congo et en Afrique. »

« Nous allons essayer de résoudre le problème d'une manière fraternelle et d'aider le peuple congolais à trouver sa solution », a poursuivi M. Kenyatta.

M. Kenyatta a indiqué clairement que son appel pour la fin des combats au Congo était adressé « à nos frères Africains du Congo qui sont engagés dans la lutte. »

Et son appel conclut : « Depuis l'indépendance, le peuple congolais a enduré de grandes privations et il va de son intérêt que lui soit donné la possibilité de vivre en paix et dans l'unité. »



La pièce de Kindia : Moussa ou le triomphe de la ferme école

A la Permanence nationale du P.D.G., du 14 au 26 septembre

## La Quinzaine Artistique et Culturelle saison 1964 se poursuit

**Aujourd'hui :** Siguiri (**pièce**), Gueckédou et Kouroussa (**ballet**) Téliélé et Conakry II (**chœur**) Kissidougou et Dabola (**orchestre**) et Kérouané (**folklore**)

« La quinzaine Artistique et Culturelle 1964 » se poursuit et, la vaste salle de Congrès de la Permanence nationale du P.D.G. ne désemplit pas. Le spectacle qui s'y offre le soir est d'intérêt. L'heure passe et c'est avec regrets que l'on voit s'éteindre, l'un après l'autre, les feux de la rampe.

aux masses la réforme intervenue en Guinée dans le domaine de l'enseignement. La subversion échouée dans sa tentative parce que le peuple avait confiance aux vertus du Parti. La fortune et la perfidie de « Laye Bobo » buter sur la détermination des militants de Moléa : **Le triomphe de la**

« Poréboré N'Penco ». En pays baga la moisson a été belle. Les travailleurs vont se quitter. La joie d'une abondance ne fait pas oublier la vie en commun. Sur la place du village, les jeunes se retrouvent. « Poréboré N'Penco », de Boffa mime les gestes du cultivateur, des ramasseuses de bottes de riz et des batteurs dont



Le Ballet tant applaudi de BOKE

Tard, fort tard encore, l'on conserve les battements des tam-tams et sans savoir trop comment, les bruits vous éveillent. L'Art africain vous a conquis. Il est là sous vos yeux, dans toute sa nudité, sa grâce, son rythme envoûtant. La mystérieuse Afrique enfin libérée, livre ses secrets que l'usurpateur, n'a jamais pu ou voulu comprendre.

Avec la troupe fédérale de Kindia, nous avons vu expliquer

ferme-école dont les heureuses issues ont fait de la famille du président du comité, un ménage heureux. La reconversion de Laye Bobo est venue concrétiser la justesse de la ligne directrice des actions du Parti qui tendent à donner à chacun et à tous, le bonheur et la prospérité.

Avec « Sorsorné » l'ensemble de Boké, nous a conduit d'abord au cœur de la forêt sacrée Baga que l'œil étranger n'a jamais pénétré. « Sorsorné » c'est l'initiation à la vie ; c'est le symbole de la santé, de la force et de la sagesse. C'est la danse de sortie de la forêt, des initiés aux secrets jalousement conservés. « Sorsorné » toi qui apprends à la jeunesse que l'homme peut être petit comme il peut être grand selon sa volonté. Chaque rythme, chaque geste à sa signification.

Unité-Production thème du chœur de Kérouané le site du diamant. L'Afrique libérée a tracé irréversiblement sa voie vers l'unité continentale. Pour concrétiser cette liberté, consolidons notre économie par une production intensifiée, Unité oui mais aussi Production et pour l'Afrique, travaillons.

la résistance à la fatigue est tenue par une batterie de tam-tams à la virtuosité communautaire.

« Addis-Abéba » et Les complots n'arrêteront pas la révolution africaine. Deux airs de danse qui nous viennent de Labé. Deux airs qui seront bientôt sur toutes les lèvres.

Avec le gracieux et souriant ensemble de Koundara c'est l'invitation à la construction nationale. « Bâtissons » de nos mains l'unité africaine. Arrossons-la de nos sueurs. Le sous-développement n'en sera que vite balayer. « Bâtissons » oui et le tableau vaut son coup d'œil...

Les troubadours du Milo ont interprété « Unité » et « Horoya ». Rythmique donc communicatif la salle a esquissé des pas de danse et le trio d'en donner le ton. Kankan peut être fier de sa production.

C'est sur les airs du « Nimba » que Boffa mettra fin à la seconde soirée. Chaque région naturelle de notre pays a sa tradition et les secrets en sont bien gardés. « Nimba » donc est de ces danses qui ne se présentent plus. Elles ont leur authenticité datant de plusieurs siècles.